



Union européenne



Une infolettre publiée par le Programme  
Système Qualité de l'Afrique de l'Ouest  
Un programme financé par l'Union européenne  
Et mis en œuvre par l'ONUDI

NEWSLETTER 97/ Juillet - Décembre 2018

# ECHOS DU PSQAO



## CERTIFICATION PRODUITS

La CEDEAO fixe les cadres légal  
et opérationnel de la Marque Régionale  
de Conformité aux Normes.



## ▶ EDITORIAL

PAGE 3

## ▶ ACTUALITÉS

### GOUVERNANCE DU PSQAO

Huitième Comité de pilotage du PSQAO

PAGE 4

### POLITIQUE QUALITÉ

• La mission de supervision à Cotonou et en Guinée du Responsable du PSQAO sous de bons auspices : les deux pays vont adopter leurs documents de Politique Qualité.

PAGE 5

• Adoption de la politique qualité au niveau national: le nombre passe de 7 à 9 sur 16 pays grâce au Bénin et à la Guinée.

PAGE 6

### ACCRÉDITATION

• Contrôle des produits : l'Afrique de l'ouest renforce son dispositif grâce à l'appui du PSQAO.

PAGE 7

• Des candidats évaluateurs, points focaux d'accréditation et personnes ressources d'inspection pharmaceutique renforcés aux exigences de la norme ISO CEI 17020.

PAGE 8

### PROMOTION DE LA QUALITÉ

• Protection des consommateurs : La CEDEAO met le cap sur la réglementation des activités des associations de consommateurs de la région.

PAGE 9

• Le Bénin et la Côte d'Ivoire transposent au niveau national les connaissances acquises lors de la formation régionale sur le Guide Pratique des Nations Unies relatif à la protection des consommateurs.

PAGE 10

• Ateliers nationaux de formation : Le PSQAO renforce les compétences de plus de 700 personnes-ressources aux exigences des normes relatives au Système de management de la Qualité (SMQ) et au Système de management environnemental (SME).

PAGE 11

• Les medias ouest-africains et les experts régionaux en accréditation mieux outillés sur les dispositifs régionaux de gestion de la qualité.

PAGE 13

• Formation sur le Système de Management de la Santé et de la Sécurité au Travail (ISO 45001 2008): Des auditeurs qualité et consultants béninois outillés.

PAGE 14

## ▶ FOCUS

### LA CEDEAO MET EN PLACE UN SYSTEME REGIONAL DE CERTIFICATION ET LANCE SA MARQUE DE CONFORMITE AUX NORMES

PAGE 15

• Les listes des produits prioritaires des Etats membres ont été collectées

PAGE 17

• Le Programme a permis de mettre en place et d'accréditer quatre services de certification des produits

PAGE 18

• Dans le domaine de l'inspection pharmaceutique, le PSQAO accompagne actuellement quatre agences nationales de réglementation des médicaments

• Les activités de promotion ont renforcé le dispositif

### LE POINT AVEC.....

LE DR KAFUI CODIO KOUASSI, PRÉSIDENT DE L'ECOCONF

PAGE 20

### LUMIERE SUR.....

Deux femmes se distinguent dans le domaine : Olga ASSOVIE KOUASSI, fondatrice Directrice du Bureau Norme Audit (BNA) & Mme Céline ONI, Directrice générale de NGCL (NECA Global Certification Limited).

PAGE 22

## ▶ ACTIVITÉS DES PARTENAIRES

PAGE 25

• Renforcement de la coopération CEDEAO-UE-ONU : Le Commissaire Mamadou Traoré à Bruxelles puis à Vienne

• Le SOAC intègre l'ILAC comme membre affilié, adhère intégralement à l'AFRAC et mène ses premiers audits

## ▶ LE SAVIEZ-VOUS ?

PAGE 27

## ECHOS DU PSQAO

Edité par le Programme Système Qualité  
de l'Afrique de l'Ouest (PSQAO)

UNIDO -WAQSP

ECOWAS Building, River Mall & Plaza - Plot 470 Agboko Largema Street, 2nd floor  
Central business area, FCT Abuja - Nigeria

## EDITORIAL

**Mamadou Traoré**

Commissaire de la CEDEAO chargé de l'Industrie et de la Promotion du Secteur privé



*Chère lectrice, cher lecteur,*

Dans le souci de doter notre région d'une Infrastructure qualité similaire à celles internationalement reconnues, d'assurer la protection des consommateurs, la compétitivité des produits et des services et de favoriser la création de richesses notamment, par le développement de l'industrie, les Chefs d'Etats et de Gouvernements ont adopté en février 2013, la Politique Régionale de la Qualité (ECOQUAL).

Six (06) ans après, de grandes avancées sont recensées dans tous les domaines de cette Infrastructure CEDEAO de la Qualité. Elles ont été, en grande partie, enregistrées dans le cadre de l'exécution du Programme Système Qualité de l'Afrique de l'Ouest (PSQAO), un programme communautaire, spécialement conçu pour appuyer la mise en œuvre d'ECOQUAL.

En matière de gouvernance, l'instance de décision principale qui est le Conseil Communautaire de la Qualité (CCQ) a été instituée par le Règlement Communautaire N°C/REG.19/12/13 en son article 7, puis organisée en juin 2017 par deux Règlements du Conseil des Ministres de la CEDEAO. Elle est présidée par le ministre en charge de la qualité dont le pays assure la présidence de la CEDEAO, présentement la République Fédérale du Nigeria. Les démembrements du CCQ que sont les cinq (05) comités communautaires mis en place en novembre 2017, sont désormais opérationnels : ECOSHAM pour la normalisation, ECOMET pour la métrologie, ECOREG pour la Règlementation Technique, ECOCONF pour l'évaluation de la conformité et ECORAS pour l'accréditation. Ces chantiers prioritaires ont été validés en janvier 2018, à Dakar au Sénégal, lors de la première réunion du CCQ.

Depuis, le PSQAO, en liaison avec d'autres programmes partenaires tels que le PTB (l'Institut national allemand de métrologie) dans le domaine de la métrologie, s'attèle à appuyer la mise en œuvre des activités inscrites dans les plans d'actions approuvés. Les activités réalisées dans le cadre de leur mise en œuvre seront relatées dans cette infolettre, qui fait un focus sur le chantier de la Certification de produits, notamment avec la validation des règles de gestion du Système de certification régionale qui fixent les contours légaux et opérationnels de la Marque Régionale de Conformité aux Normes de la CEDEAO.

Pour garantir le succès de cette Marque de Conformité, un travail de fond a été fait en amont avec un premier noyau

d'organismes de certification de produits et un pool de laboratoires d'analyses et essais accrédités. La crédibilité de cette Marque dépend, en effet, de la fiabilité du dispositif de surveillance, en back office. Ce dispositif s'appuie à la fois sur les laboratoires et sur les organismes de certification, dont la compétence doit être reconnue, notamment à travers leur accréditation. Pour ce faire, la dimension coût a également été prise en compte. L'un des grands défis était alors de s'assurer que la région soit dotée d'un dispositif d'accréditation propre, qui a l'avantage d'évaluer la compétence de ces laboratoires et organismes de certification à des coûts réduits. Il est en passe d'être gagné car la région compte aujourd'hui trois (03) organismes d'accréditation: le GhaNAS, le NiNAS du Nigeria et le SOAC (qui couvre huit (08) Etats membres). Les deux derniers sont pleinement opérationnels. Le processus en vue de leur reconnaissance par les coopérations d'accréditation africaine et internationale, respectivement l'AFRAC et l'ILAC, est enclenché. En outre, une expertise conséquente a été développée dans chaque domaine technique relatif à l'Infrastructure Qualité, depuis une vingtaine d'années. Une base de données est en cours de mise en place permettra d'identifier aisément toutes les structures et compétences du dispositif en place. De plus, le bras exécutif du CCQ dénommé Agence CEDEAO de la Qualité (ECOWAQ), en charge d'animer le secrétariat de tous les organes du CCQ, a tenu son assemblée générale constitutive à Dakar, au Sénégal, en janvier 2018.

Pour finir, le défi que représentait la participation active des consommateurs dans les instances décisionnelles de l'Infrastructure qualité a été relevé : en novembre 2018, à Ouagadougou (Burkina Faso), les associations de consommateurs ont validé les modalités de leur représentation au sein des différents comités existants. De même, un texte communautaire relatif à la protection des consommateurs a été initié.

Dans notre prochaine infolettre, nous vous informerons davantage sur les efforts en cours pour mieux impliquer le secteur privé, les consommateurs mais également la société civile dans la mise en œuvre de l'Infrastructure qualité de la CEDEAO, pour le bien-être de nos populations et la compétitivité de nos entreprises. ■

Bonne lecture

► **Mamadou Traoré**

# ACTUALITÉS

## GOUVERNANCE DU PSQAO

Huitième Comité de pilotage du PSQAO

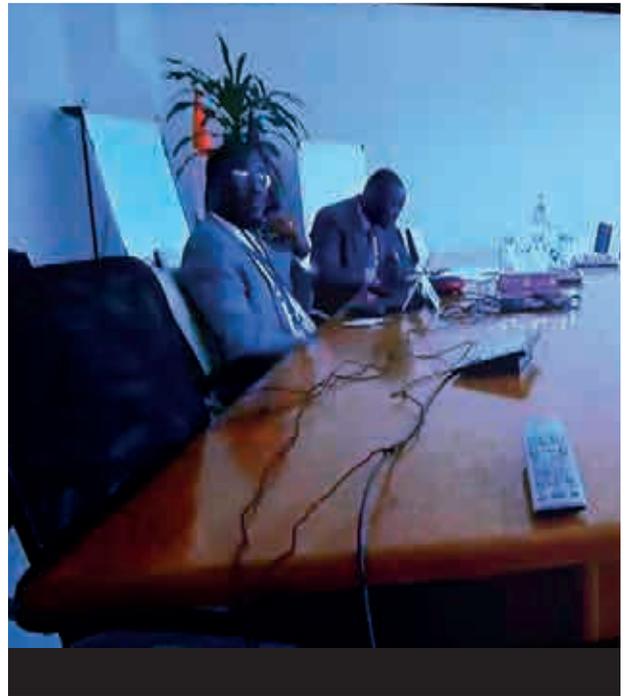
La huitième réunion du Comité de pilotage du Programme Système Qualité de l'Afrique de l'Ouest (PSQAO) s'est tenue, le 8 octobre 2018, à la Délégation de l'Union européenne à Abuja (Nigeria). Sous la présidence effective du Commissaire M. Mamadou TRAORE, elle a enregistré la participation des parties prenantes : Union européenne, CEDEAO, UEMOA, ONUDI, Secteur privé (FOPAO).

La réunion a délibéré sur les points de l'ordre du jour suivants :

- État de la mise en œuvre des recommandations de la dernière réunion du Comité de pilotage ;
- État de la mise en œuvre des activités du PSQAO de février à août 2018 ;
- Chronogramme des activités du second semestre 2018 ;
- Information sur le Programme régional sur les chaînes de valeur ;

Divers :

- Prorogation de la durée du Programme
- Date de la prochaine réunion du Comité de pilotage



LES PARTICIPANTS BASÉS EN CÔTE D'IVOIRE (SOAC, FOPAO)

A l'issue de la réunion, le Commissaire TRAORE a exprimé sa satisfaction au sujet des progrès enregistrés sur la période, et à propos des contributions pertinentes des participants au cours des échanges. Il a aussi salué la bonne coopération entre les membres du Comité de pilotage et a remercié l'UE et l'UNIDO pour leur soutien constant apporté à la région.

Il a enfin remercié l'Union européenne pour les facilités logistiques mises à disposition, notamment les salles de vidéoconférence à Abuja, Ouagadougou et Abidjan, qui ont permis d'assurer la bonne tenue de la réunion. ■



(DE G. À D.) : FRANK OAKFOR (UE), YAYA NIAFO (CEDEAO), NADIA CANNATA (UE), COMMISSAIRE MAMADOU TRAORE (CEDEAO), INGA STEPHANOVIC (UE), AKA KOUASSI (ONUDI/PSQAO), CHRISTIAN KAFANDO (PSQAO/ONUDI)

## POLITIQUE QUALITE

La mission de supervision au Bénin et en Guinée du Responsable du PSQAO sous de bons auspices : les deux pays vont adopter leurs documents de Politique Qualité

## ACTUALITÉS

Le Programme Manager du PSQAO, M. Bernard BAU, a effectué trois jours durant (8-10 août 2018) une mission de travail et de supervision de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) en Guinée. Avec les autorités guinéennes, il a fait le point sur l'état de mise en œuvre du PSQAO.

Aussi, s'est-il informé des difficultés éventuelles liées à la mise en œuvre du Programme. Au cours de son séjour, M. BAU a, par ailleurs, abordé avec les autorités compétentes les actions et autres activités futures à entreprendre en Guinée par l'ONUDI. Les autorités guinéennes lui ont exprimé leur satisfaction par rapport à l'accompagnement significatif de l'ONUDI qu'elles ont qualifié d'utile et de très opportun pour le développement de l'Infrastructure Qualité (IQ) de la Guinée. Elles ont rappelé en particulier l'apport du PSQAO dans l'élaboration du document de Politique Qualité (PQ) qui constitue, à en croire ces autorités, un « document stratégique pour la consolidation de (leur) IQ ». Elles en ont profité pour annoncer l'inscription de l'adoption du document de la PQ de la Guinée à l'ordre du jour du Conseil interministériel, le mardi 14 août 2018.

Pour finir, les autorités guinéennes ont sollicité l'appui de l'ONUDI pour le renforcement de la capacité opérationnelle des structures techniques de la qualité à travers un programme pays, à l'image du Nigéria.

M. BAU a, pour sa part, exhorté les autorités guinéennes à s'engager davantage dans la mise en œuvre du PSQAO au niveau national. Il a aussi plaidé pour l'intégration de la Guinée au Système Ouest Africain d'Accréditation (SOAC).

Au Bénin, le Programme Manager a échangé avec la Coordination Technique Nationale (CTN) et les parties prenantes sur l'état de mise en œuvre du PSQAO. C'était le jeudi 5 juillet 2018, au siège de l'Agence Nationale de Normalisation, de Métrologie et du Contrôle Qualité (ANM) à Cotonou. Pour l'occasion, il a été accompagné par l'Expert Principal ONUDI, M. Taoufik CHAABANE.

Sous le contrôle du Directeur Général de l'Agence, le Coordinateur Technique National du PSQAO, M. Youssouf MAMA SIKA, a présenté les activités majeures réalisées ou en cours de réalisation ainsi que celles à venir. Il s'agit, entre autres, de l'assistance au DG du Système Ouest Africain d'Accréditation (SOAC) à la

prise de rendez-vous dans des ministères concernés par les prochaines activités de son institution au Bénin ; de l'évaluation de deux (02) laboratoires spécialisés ; de la formation à la norme ISO 14001 ; de la programmation d'une séance de restitution des acquis de l'atelier de Lomé sur le Guide de protection des consommateurs des Nations Unies ; de l'organisation de la deuxième édition de la Journée Nationale de la Certification. Il a également informé les participants à cette réunion de l'adoption, dans les prochains jours, de la Politique Nationale de la Qualité (PNQ) par le Gouvernement. Il a enfin plaidé pour que le PSQAO accompagne l'initiative de l'accréditation des laboratoires de température et de pression du Bénin par le SOAC, dans les meilleurs délais.



M. BAU , LORS DE SA PRÉSENTATION DEVANT LES MEMBRES DE LA COORDINATION TECHNIQUE NATIONALE DU PSQAO ET LES PARTIES PRENANTES

En réponse, M. BAU a informé que le PSQAO contribuera aux audits d'accréditation des deux laboratoires par le SOAC. Il a également parlé des perspectives, en levant un coin de voile sur le nouveau Programme compétitivité des chaînes de valeur, qui va impacter plusieurs pays de la région. Un voyage d'études a été formulé pour raccorder les étalons de l'ANM afin d'assurer la traçabilité des mesures au niveau des entreprises. L'expert Taoufik CHAABANE entend s'impliquer à ce propos.

La mission de supervision du Programme Manager Bernard BAU prit fin le vendredi 6 juillet par une série de visites d'entreprises appuyées par le Programme. ■

# ACTUALITÉS

## POLITIQUE QUALITE

Adoption de la Politique Nationale Qualité (PNQ) au niveau pays : la carte devient plus verte grâce à la Guinée

A la grande satisfaction des acteurs de la qualité, des chefs d'entreprises et des consommateurs, les Républiques du Bénin et de Guinée ont adopté leurs Politiques Nationales de la Qualité (PNQ). Au Bénin, la décision d'adoption du document a été prise le 11 Juillet 2018, à l'occasion du Conseil des Ministres présidé en personne par le Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement, M. Patrice Talon.

En effet, le document de la Politique Nationale de la Qualité en République du Bénin occupait une place de choix au titre des communications inscrites à ce Conseil hebdomadaire des Ministres.

A en croire le compte rendu du Conseil des Ministres, « les questions de qualité revêtent une importance particulière parce qu'elles conditionnent la compétitivité et l'accès des produits aux marchés régionaux et internationaux ».

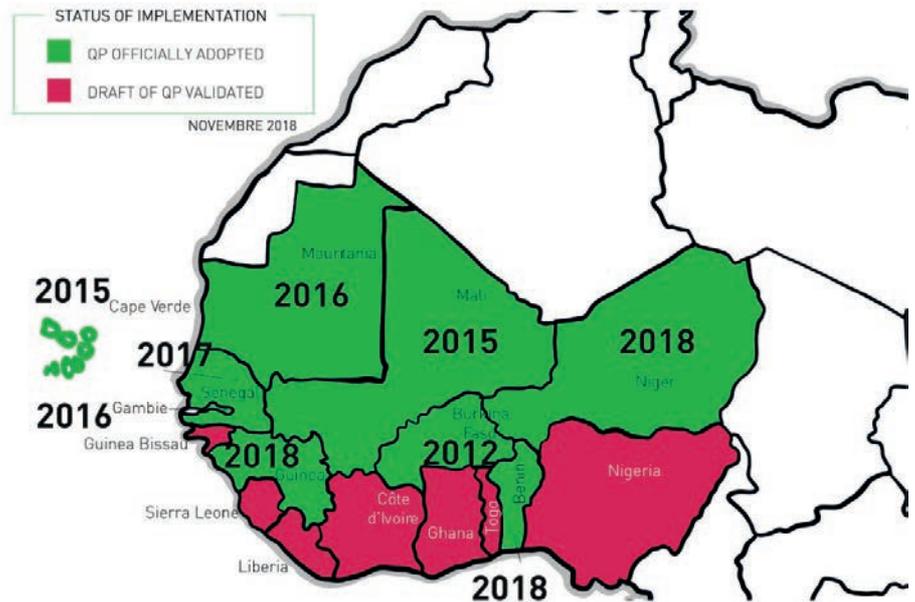
Aussi a-t-il été engagé, indique le Conseil des Ministres, le processus d'élaboration d'un document de Politique nationale de la qualité des biens et services, assorti d'un plan d'actions. « Il s'agit d'un outil qui permettra au Gouvernement de prendre les mesures appropriées pour harmoniser et mettre en adéquation les attributions des dispositifs d'évaluation de conformité prévus dans le cadre des réformes engagées », a renseigné le compte rendu du Conseil des Ministres.

« Cette Politique Nationale de Qualité ainsi approuvée est conforme à l'axe stratégique relatif à l'assainissement du cadre macroéconomique et au maintien de la stabilité, dans le pilier N°2 du Programme d'Action du Gouvernement, à savoir : engager la transformation structurelle de l'économie. Elle permettra de mettre à niveau les petites et moyennes entreprises et aura un impact sur toutes les politiques sectorielles au Bénin », a-t-on pu lire dans le communiqué du Conseil des Ministres. C'est pourquoi en l'adoptant, le Conseil a instruit les Ministres à travailler à la mise en œuvre diligente de cette Politique Nationale de la Qualité.

Le 15 novembre 2018, la Guinée lui a emboîté le pas. « Le Ministre du Commerce assurant l'intérim du Ministre de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises a informé (le Conseil des ministres, NDLR) de l'élaboration d'un document de Politique Nationale de la Qualité, en étroite collaboration avec les différents acteurs nationaux concernés et grâce à l'appui technique du PSQAO et de l'ONUDI, sur financement de l'Union européenne. Pour le Ministre, la Politique Nationale de la Qualité a pour objectif d'établir un cadre pour le fonctionnement et le développement de l'Infrastructure Nationale de la Qualité (Nor-

malisation, Métrologie, Evaluation de la Conformité, etc..). Cette politique permet à (la Guinée) de s'intégrer dans le commerce régional et international en fournissant des biens et services conformes aux exigences des marchés, mais aussi de protéger le consommateur et de préserver l'environnement. De ce point de vue, le Ministre a rassuré le Conseil qu'elle s'inscrit parfaitement dans la vision du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES 2016-2020) ».

### POLITIQUE QUALITE EN AFRIQUE DE L'OUEST



Dans l'entendement du Ministre, l'atteinte de ces objectifs se fera par la mise en œuvre d'actions concertées qui se déclinent en trois axes stratégiques :

- 1) **Instaurer un cadre légal et réglementaire harmonisé ;**
- 2) **Asseoir une Infrastructure Nationale de la Qualité efficace et efficiente ;**
- 3) **Promouvoir une culture nationale de la qualité au sein de la population et des secteurs économiques (public et privé).**

... Le Conseil a reconnu l'importance et la nécessité d'une Politique Nationale Qualité comme levier de la compétitivité pour le développement économique de la Guinée dans le respect des normes et standards internationaux. (et) ... a adopté le document ... ». Extrait du Communiqué du Conseil des ministres de la République de Guinée du 15 Novembre 2018

Ils sont aujourd'hui huit (08) pays sur quinze (15) à avoir adopté leurs PNQ.

## ACCREDITATION ◀ ACTUALITÉS



KALILOU TRAORE (EX-COMMISSAIRE CEDEAO) EN VISITE AU LANAC ACCOMPAGNÉ DE AKA KOUASSI, FATIM TRAORE (EX-ASSISTANTE EXÉCUTIVE CEDEAO), ABOUBACRY BARO (CTN PSQAO, SÉNÉGAL) ET VICTOR DJEMBA 5EX-REPRÉSENTANT RÉSIDENT, ONUDI- DAKAR)

### Contrôle des produits : l'Afrique de l'Ouest renforce son dispositif grâce à l'appui du PSQAO ▶

Deux laboratoires au Sénégal accompagnés par le PSQAO, étendent leurs portées d'accréditation à l'analyse de produits hautement stratégiques pour la région. Il s'agit du laboratoire CERES Locustox et du Laboratoire National d'Analyses et de Contrôle (LANAC).

En étendant sa portée d'accréditation aux analyses de l'histamine dans les produits de la pêche et à de l'iode dans le sel fortifié, le LANAC est ainsi devenu le 1er laboratoire de la région dont la compétence est reconnue pour le contrôle Qualité du sel iodé et le 3<sup>ème</sup> laboratoire de la région (après l'ONISPA-Mauritanie et GSA Mycotoxine & Histamine – Ghana) compétent dans le domaine du contrôle Qualité des produits de la pêche. Rappelons que le LANAC avait été initialement accrédité pour effectuer le dosage de la vitamine A dans les huiles enrichies, avec l'appui du programme (phases précédentes).

CERES Locustox a étendu sa portée d'accréditation à la recherche des résidus de pesticides sur :

- Les produits d'origine végétale riches en eau et en chlorophylle ; exemple : oignon, ail, échalote, choux, brocolis, poireau, céleri, asperge, pomme, poire, melon, mangue, tomate, poivron, pêche, concombre, chanterelle, salade, épinard, basilic, petit pois, haricot vert, feuilles de betterave à sucre et fourragères, feuilles de vigne fraîches, racines de betterave fourragère et sucrières, carotte, pomme de terre, patate douce.

- Les produits d'origine végétale riches en huile (graines oléagineuses) : exemple : arachide, colza, tournesol, graine de coton, soja, sésame, huile etc.

Par ailleurs, le programme avait déjà étendu la portée d'accréditation, respectivement en juin de cette année, des laboratoires ATS et LERGC du Bénin, les seuls laboratoires de génie civil accrédités de la région pour la réalisation de tests sur les matériaux de construction et pour l'analyse des sols. L'extension a porté sur les tests de compressibilité, de gonflement, de cisaillement et de résistance à la fragmentation des matériaux de construction.

Pour maintenir la tendance, huit (08) autres laboratoires sont en cours d'accompagnement par le programme et seront présentés à l'accréditation dans les prochains mois. Quatre (04) d'entre eux ont déjà passé leur audit à blanc :

- le Département Technologie Alimentaire (DTA) de l'IRSAT/CNRST (Burkina Faso)

- le Laboratoire National de la Santé Publique (Côte d'Ivoire) ;

- le Laboratoire ENVAL (Côte d'Ivoire),

- le Laboratoire Physico-Chimie de l'Office National d'Inspection Sanitaire des Produits de la Pêche et de l'Aquaculture – ONISPA (Mauritanie)

Les quatre (04) restants, tous issus du Ghana, passeront leur audit à blanc en avril 2019 :

- le Laboratoire GSA-Mycotoxine & Histamine (Ghana)
- le Laboratoire GSA- Pesticide Residue (Ghana)
- le Laboratoire GSA-Metallic Contaminants (Ghana)
- le Laboratoire de l'Institut de Recherche Alimentaire (Ghana) ■

## ACTUALITÉS ► ACCREDITATION



PHOTO DE GROUPE DES PARTICIPANTS

### Des candidats évaluateurs, points focaux d'accréditation et personnes ressources d'inspection pharmaceutique renforcés aux exigences de la norme ISO/CEI 17020 ►

Le PSQAO a organisé du 11 au 13 juillet 2018, à Abuja (Nigéria), un atelier régional de formation sur la norme ISO 17020 destinés à des candidats évaluateurs des Organismes d'accréditation du Système Régional d'Accréditation de la CEDEAO (ECORAS), des points focaux nationaux des quinze (15) Etats membres de la CEDEAO et des acteurs du secteur pharmaceutique, s'est tenu). Initié par la Commission de la CEDEAO, dans le cadre de la mise en œuvre du PSQAO, cet atelier de formation vise à outiller ces participants et à étoffer ainsi la masse critique d'évaluateurs et acteurs d'inspection pharmaceutique de la norme ISO/CEI 17020 dans la région.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par M. Francis ALANEME, représentant le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement du Nigéria, en présence de M. Mamadou TRAORE, Commissaire de la CEDEAO en charge de l'Industrie et de la Promotion du Secteur privé, et de M. Aka Jean Joseph KOUASSI, représentant l'ONUDI.

M. KOUASSI a rappelé que l'atelier s'inscrivait dans un contexte plus large de construction d'une Infrastructure qualité pérenne pour la région. « En effet, depuis la mise en place effective des structures régionales de la qualité, l'atelier de renforcement des capacités portant sur la norme ISO/CEI 17020 entre dans le cadre d'une série d'activités initiées par le PSQAO afin de rendre ces dernières rapidement opérationnelles », a-t-il souligné. M. TRAORE a, quant à lui, mis l'accent sur l'importance de la question des médicaments frelatés qui circulent dans la région ouest africaine. Il a indiqué que pour contenir ces impairs, il convient de disposer d'organismes d'inspection travaillant en conformité avec les règles internationales applicables.

Malheureusement, le nombre d'organismes d'évaluation de la conformité accrédités reste encore très faible avec seulement environ une soixantaine d'organismes accrédités dans l'ensemble de l'espace CEDEAO alors qu'en Afrique du nord par exemple, on en dénombre plus de cent (100) en moyenne par pays. Il a donc exhorté les organismes d'accréditation de la CEDEAO à combler ce déficit au plus vite, en particulier dans le domaine de l'inspection, qui est l'un des parents pauvres en termes d'organismes d'évaluation de la conformité accrédités. M. Francis ALANEME, après avoir rappelé le contexte international qui a conduit à l'adoption de la norme ISO/CEI 17020, a invité les organismes d'inspection de la région à s'approprier ladite norme en vue d'effectuer des inspections avec compétence, indépendance et impartialité.

L'atelier a été animé par l'expert tunisien M. Med Hédi BANNANI, évaluateur en accréditation selon la norme ISO/CEI 17020 pour plusieurs organismes d'accréditation internationaux. Il a permis de passer en revue l'ensemble des exigences de la norme. Les participants ont fait des suggestions parmi lesquelles celle d'organiser d'autres sessions, notamment sur les référentiels ISO/CEI 17024, ISO/CEI 17065 et ISO/CEI 17025. ■

## PROMOTION DE LA QUALITE ◀ ACTUALITÉS



UNE VUE DES PARTICIPANTS EN SALLE AVEC LE CTN DU PSQAO AU BÉNIN, YOUSOUF MAMA SIKI (DEBOUT, À GAUCHE)

### Protection des consommateurs : La CEDEAO et le PSQAO mettent le cap sur la réglementation des activités des associations de consommateurs de la région

La compétition entre les producteurs professionnels conduit souvent à des abus dont les victimes sont les consommateurs. Plusieurs associations se sont créées dans la région ouest africaine dans le but de protéger les consommateurs face à la dérive des professionnels. Malheureusement, jusque-là, ces associations se sont heurtées très souvent à l'absence d'un cadre juridique national et régional pertinent qui leur permettrait de mener leurs activités de façon efficace.

Pour combler ce déficit, le PSQAO dont l'objectif est d'appuyer la mise en œuvre de la Politique Régionale de la Qualité de la CEDEAO, a initié le renforcement des capacités des associations de consommateurs et des structures en charge des consommateurs pour une meilleure protection de ces derniers. Cette activité a été réalisée du 11 au 12 avril 2018, en liaison avec la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED).

Sur la base des recommandations de cet atelier, le programme s'est ensuite engagé, d'une part, à appuyer la mise en place d'un cadre réglementaire régional et d'échanges entre les associations de consommateurs et, d'autre part, à proposer un mécanisme pour désigner les représentants des associations de consommateurs.

C'est ainsi que le PSQAO a organisé, du 19 au 21 novembre 2018, à Ouagadougou (Burkina Faso) un atelier régional de validation du cadre réglementaire communautaire pour la protection du consommateur et d'un mécanisme pour la représentation des consommateurs dans les organes de l'Infrastructure qualité de la CEDEAO.

Les participants (représentants d'associations de consommateurs et de structures étatiques de protection des consommateurs) venus des quinze (15) pays membres de la CEDEAO et de la Mauritanie, ont échangé puis adopté les dispositions de ce texte légal qui harmonisera désormais les activités des associations de consommateurs de la région après l'adoption de ce cadre réglementaire par les instances de la CEDEAO.

L'objectif principal visé à travers cette rencontre était de renforcer le mécanisme de protection des consommateurs en Afrique de l'Ouest. Aussi, est-il question de matérialiser leur implication dans les initiatives de protection des consommateurs de l'espace à travers leur représentativité dans les organes de l'Infrastructure qualité de la CEDEAO.

La représentante résidente de l'ONUDI au Burkina Faso, Mme Ba Safyatou, a indiqué que l'atelier est une approche pour anticiper les éventuels problèmes de Qualité de produits de grande consommation qui seront issus de la production locale et des importations d'origines diverses. Pour le Commissaire Mamadou Traoré, « Il s'agit de proposer, d'une part, un environnement plus adapté aux activités des associations de consommateurs régulièrement à l'origine d'actions visant à informer ou à protéger les consommateurs que nous sommes et, d'autre part, un mécanisme permettant aux associations de consommateurs de la région d'être représentées dans les organes de l'Infrastructure qualité régionale. Ce cadre réglementaire viendra renforcer le dispositif juridique régional existant relatif à la Qualité et mis en place grâce aux contributions des Etats et des partenaires techniques et financiers ». Charles Eugène Nabollé, conseiller technique représentant le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, a précisé que dans le contexte actuel de la mondialisation marqué par la libéralisation des échanges et l'ouverture des marchés, la Qualité des produits et services offerts aux consommateurs est un facteur indéniable de compétitivité. ■

## ACTUALITÉS ► PROMOTION DE LA QUALITE

**Le Bénin et la Côte d'Ivoire transposent au niveau national les connaissances acquises lors de la formation régionale sur le Guide Pratique des Nations Unies relatif à la protection des consommateurs ►**

Le Bénin et la Côte d'Ivoire ont identifié l'appui à l'organisation de la Journée du consommateur parmi les actions de leurs Politiques Qualité, devant bénéficier de l'accompagnement accordé à chaque Etat bénéficiaire du PSQAO. C'est donc dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action issu de leurs politiques nationales que le PSQAO a appuyé le Bénin et la Côte d'Ivoire à organiser à l'endroit de leurs associations de protection des consommateurs, un atelier de restitution et de transfert de connaissances portant sur le Guide Pratique des Nations Unies relatif à la protection du consommateur. Cela fait suite à l'atelier

consommateurs ; à promouvoir la coopération internationale dans le domaine de la protection des consommateurs pour faciliter le partage d'expériences dans le domaine de la protection ; puis à faciliter des modes de production et de distribution adaptées aux besoins et aux souhaits des consommateurs. Par ailleurs, il a indiqué que la sécurité sanitaire du consommateur passe par la prise et l'adoption des textes réglementaires par l'Etat, la mise en place des équipes de contrôle, la sensibilisation des opérateurs économiques sur l'intérêt de la protection des consommateurs et surtout de la veille active au niveau des consommateurs, eux-mêmes.

« Le consommateur doit veiller sur sa sécurité sanitaire sans attendre l'Etat », a-t-il conseillé aux participants. Le Secrétaire Exécutif de la Commission ivoirienne de la Concurrence et de la Lutte contre la vie chère, M. N'kon Minanou, affirmait que ce type d'atelier revêtait un intérêt majeur, non seulement pour le gouvernement, mais également spécialement pour le consommateur.



PHOTO DE GROUPE DES PARTICIPANTS

régional organisé à Lomé, les 11 et 12 avril 2018. Deux représentants de chacun des pays avaient été formés : un représentant de l'Association des Consommateurs et un représentant de la structure gouvernementale en charge de la protection des consommateurs. Au total, 51 personnes ont été formées (25 du Bénin et 26 de la Côte d'Ivoire).

Le Directeur Général du commerce du Bénin, M. Jean Bernard Favi, l'un des deux formateurs, a présenté aux participants le contenu du Guide Pratique des Nations Unies relatif à la protection des consommateurs. Selon lui, l'objectif du Guide est pluriel. Il vise, entre autres, à aider les pays à assurer ou maintenir une protection adéquate de leurs citoyens en tant que consommateurs ; à faciliter la construction d'associations de défense de

« L'Etat de Côte d'Ivoire, à travers le Ministère en charge du Commerce, ne cesse de prendre des décisions allant dans le sens de la protection du consommateur. J'en veux pour preuve l'adoption de la loi N°2016-412 du 15 juin 2016 relative à la consommation et ses différents décrets d'application. Cette loi a été adoptée pour renforcer les politiques existantes en s'inspirant des principes directeurs des Nations Unies et des accords internationaux pertinents pour la protection des consommateurs ».

Les participants se sont appropriés le contenu du Guide Pratique, puis se sont engagés à l'internaliser au niveau de leurs structures respectives afin d'améliorer et de mener efficacement leurs actions de défense et de protection des consommateurs sur le terrain. ■

## PROMOTION DE LA QUALITE ◀ ACTUALITÉS



OUVERTURE OFFICIELLE DE LA FORMATION EN MAURITANIE PAR MME KHADIJA M'BARECK FALL, MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME, AVEC À SA DROITE M. MOHAMED ETHMÂNE, POINT FOCAL NATIONAL DU PSQAO

**Ateliers nationaux de formation : le PSQAO renforce les compétences de plus de 700 personnes ressources aux exigences des normes relatives au Système de Management de la Qualité (SMQ) et au Système de Management Environnemental (SME) ▶**

Parmi ses activités, le PSQAO avait prévu le renforcement des capacités dans la sous-région en Système de Management Environnemental (SME).

En effet, si les précédents Programmes Qualité (phase 1 et phase 2), le programme CEDEAO – GIZ, ainsi que d'autres initiatives privées ou publiques ont permis de créer un noyau de compétences en SME dans la région, les besoins de ce type d'expertise restent encore très importants, notamment pour satisfaire le développement de la culture qualité.

Avec l'appui des Coordinations techniques nationales, le PSQAO a procédé à l'identification des priorités relativement aux trois (03) domaines techniques que sont le management environnemental, le management de la qualité et le management de la

sécurité des denrées alimentaires. A la majorité, le Système de Management de la Sécurité des Denrées Alimentaires est la priorité numéro 1, suivi du management de la qualité et du management environnemental.

Le PSQAO a conduit en 2012 une série de formations en Système de Management de la Sécurité des Denrées Alimentaires (SMSDA) qui a débouché sur la qualification d'une centaine de personnes ressources dans ce domaine dans l'ensemble des pays, à l'exception du Nigeria (assisté en SMSDA par le Programme qualité national du Nigeria).

A la suite de la seconde série de formations en Système de Management de la Qualité (SMQ), le PSQAO a procédé à l'organisation d'une troisième série de formations en Système de Management Environnemental (SME) dans chaque pays bénéficiaire. L'objectif est de renforcer la masse critique des experts nationaux afin qu'ils développent leurs compétences dans les domaines concernés pour mieux accompagner les structures économiques de la région. ■

# ACTUALITÉS ► PROMOTION DE LA QUALITE

Les tableaux ci-dessous nous indiquent la répartition des effectifs et des pays bénéficiaires

ISO 9001 V 2015	
Pays	Total Participants
Bénin	23
Burkina Faso	25
Cap Vert	28
Côte d'Ivoire	26
Gambie	23
Ghana	24
Guinée	22
Guinée Bissau	25
Liberia	25
Mali	22
Mauritanie	14
Niger	16
Sénégal	16
Sierra Leone	51
Togo	20
	360

ISO 14001 V 2015	
Pays	Total Participants
Bénin	23
Burkina Faso	28
Cap Vert	39
Côte d'Ivoire	24
Gambie	25
Ghana	17
Guinée	23
Guinée Bissau	26
Liberia	28
Mali	25
Mauritanie	15
Niger	17
Sénégal	13
Sierra Leone	36
Togo	21
	360

**Total bénéficiaires : 720**



PHOTO DE GROUPE DES PARTICIPANTS



PHOTO DE GROUPE DES PARTICIPANTS

## PROMOTION DE LA QUALITE ◀ ACTUALITÉS



PHOTO DE GROUPE DES PARTICIPANTS

### Les médias ouest-africains et les experts régionaux en accréditation mieux informés sur les dispositifs régionaux de gestion de la qualité ►

Les deux ateliers organisés par le PSQAO pour le compte de la Commission de la CEDEAO, à l'intention des experts régionaux et des médias de l'espace CEDEAO et de la Mauritanie, ont pris fin, ce mercredi 28 novembre 2018, à Abidjan sur une note positive, selon le Commissaire en charge de l'Industrie et de la Promotion du Secteur Privé au niveau de la Commission de la CEDEAO, M. Mamadou Traoré.

Au cours des trois (03) jours, les participants ont été édifiés sur le Schéma de l'Infrastructure Qualité de la CEDEAO, la norme ISO/CEI 17011, les résultats atteints par le PSQAO, la Marque CEDEAO de Conformité aux Normes, le Prix CEDEAO de la Qualité, ainsi que le Système Régional d'Accréditation de la CEDEAO (ECORAS).

Selon M. Komenan MOUGO, représentant M. Souleymane DIARRASSOUBA, ministre ivoirien du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des petites et moyennes entreprises, les journalistes seront « ... désormais en mesure de jouer (leur) partition dans la promotion de l'Infrastructure régionale de la Qualité, des Prix nationaux et régionaux de la Qualité et enfin de la Marque régionale de certification ». Auparavant, le Commissaire Mamadou Traoré, par la voix du Général Costa Emilio, chargé d'Affaires à la représentation de la CEDEAO en Côte d'Ivoire, a précisé que ces deux ateliers « ... rentrent dans la droite ligne de la mise en œuvre de la Politique Industrielle Commune de l'Afrique de l'Ouest (PICAQ), adoptée en 2010 par les Chefs d'Etat et de Gouvernement dont l'objectif est de maintenir une structure industrielle solide, compétitive au niveau mondial, respectueuse de l'environnement et capable d'améliorer sensiblement les conditions de vie des personnes d'ici à 2030 ». « Nous vous exhortons à promouvoir la culture qualité au niveau de notre espace régional » a-t-il conclu.



PHOTO DE GROUPE DES JOURNALISTES EN VISITE À ENVAL LABORATOIRES. AU 1ER RANG, DE G. À D., ENTOURÉS PAR DEUX JOURNALISTES DU NIGÉRIA ET DU GHANA : AKA KOUASSI (PSQAO), HAROUNA MAYAKI (CEDEAO), BAKARY COULIBALY (DG ENVAL L) ET ROXANA TORAN VILLARROY ( UE)

## ACTUALITÉS ► PROMOTION DE LA QUALITE

Les autres personnalités à savoir Tidiane Boye, représentant de l'ONUDI en Côte d'Ivoire et Mme Roxana Toran Villaroya de la Délégation de l'Union européenne en Côte d'Ivoire, se sont réjoui de la bonne coopération entre leurs institutions respectives et la Commission de la CEDEAO, ainsi que des résultats atteints par le PSQAO depuis son lancement. Ils ont, en outre,

réitéré leur engagement à coopérer d'avantage et à apporter leur soutien à la CEDEAO dans la mise en œuvre de divers projets en vue de l'amélioration des conditions de vie de ses populations, du renforcement de la coopération et de l'intégration régionale.

A noter aussi que ces deux ateliers ont vu la participation d'experts des trois (03) organismes d'accréditation qui évoluent dans l'espace communautaire à savoir, le Système Ouest Africain d'Accréditation (SOAC) créé par l'UEMOA dont le siège est à Abidjan, le GhanaNAS (Ghana) et le NiNAS (Nigeria). ■



LES DOMAINES D'EXPERTISE ET D'ENVAL LABORATOIRES

### Formation sur le Système de Management de la Santé et de la Sécurité au Travail (ISO 45001 : 2008): Des auditeurs qualité et consultants béninois outillés ►

Axée sur le Système de Management de la Santé et de la Sécurité au Travail, cette formation organisée du 18 au 20 novembre 2018, a apporté « ... l'assurance d'une vision pragmatique de l'ISO 45001 version 2018, de sa compréhension et de son application. », selon le Directeur de Cabinet du Ministre de l'Industrie et du Commerce, Phileas Yvon Martial Patinvoh. Selon M. Anicet

Babatoundé Aniambossou, expert management de la qualité et des organisations à l'Agence Nationale de Normalisation, de la Métrologie et du Contrôle de Qualité (ANM), « C'est la toute première formation au niveau de l'Afrique de l'Ouest ». Au lieu de faire une formation seulement sur les exigences, les organisateurs sont allés plus loin en donnant les outils nécessaires aux participants pour pouvoir démarrer la mise en œuvre de cette nouvelle norme dans les entreprises. » Quant à la représentante des récipiendaires, Salimath Raïmi Dendé, de la société "Jehovah Nissi Petroleum SA", elle affirmait que « Désormais, nous sommes mieux outillés pour implémenter la norme ISO 45001 version 2018. » ■



PHOTO DE GROUPE DES PARTICIPANTS

# LA CEDEAO MET EN PLACE UN SYSTEME REGIONAL DE CERTIFICATION ET LANCE SA MARQUE DE CONFORMITE AUX NORMES

## FOCUS



La certification est la fourniture par un organisme indépendant d'une assurance écrite (un certificat) que le produit, le service ou le système en question répond à des exigences spécifiques. Dans un système commercial multilatéral, la certification procure des avantages aux producteurs, aux acheteurs et aux régulateurs gouvernementaux.

Les certificats (i) signalent aux fournisseurs mondiaux des produits de haute qualité, réduisant les coûts de transaction et les obstacles techniques au commerce, (ii) permettant aux consommateurs de comparer différents produits en termes de qualité, de sécurité ou d'autres caractéristiques souhaitables, et de (iii) fournir aux décideurs un mécanisme pour faire respecter la législation en matière de santé, de sécurité et d'environnement.

La certification produits (par exemple, marquage CE, labels biologiques, normes OEKO-TEX, etc.) et la certification de systèmes (par exemple, séries ISO 9000, ISO 14000, HACCP ou ISO 22000, etc.) sont les deux principaux types de certification pertinents pour le commerce international. Le processus de certification peut être effectué par le producteur, l'acheteur ou un tiers indépendant, en fonction de la législation ou de la norme applicable. Ces tiers ou organismes de certification peuvent être des entités privées ou publiques. Afin de produire des évaluations crédibles d'un produit, d'un service ou d'un système, ils doivent être accrédités par un organisme d'accréditation.

Le PSQAO a appuyé le développement et la mise en place d'un système de certification régional dans le but de réduire l'impact des obstacles techniques au commerce, donner confiance aux consommateurs et ouvrir de nouveaux marchés aux producteurs. Il a ainsi fourni un soutien aux organismes de certification de la région sur la voie de l'accréditation et œuvré à l'élaboration d'une marque de certification CEDEAO.

En vue de la mise en œuvre de la Politique de la Qualité de la CEDEAO (ECOQUAL) adoptée par la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement de la CEDEAO par acte additionnel n° A/SA.1/02/13 en février 2013, le Conseil des Ministres de la CEDEAO a adopté en décembre 2013 le Règlement

C/REG.19/12/13 portant adoption du Schéma de l'Infrastructure de la qualité de la CEDEAO. Ce dernier crée, entre autres, les structures régionales de la qualité, comprenant :

### Un Conseil Communautaire de la Qualité (CCQ), doté des quatre (04) comités ci-après :

Le Comité Communautaire de la Normalisation (ECOSHAM)

Le Comité Communautaire de la Métrologie (ECOMET)

Le Comité Communautaire de l'Evaluation de la Conformité (ECOCONF)

Le Comité Communautaire de la Règlementation Technique (ECOTER), et

Le Système Régional d'Accréditation (ECORAS)

Afin d'assurer la mise en place effective de ces structures et permettre leur début de fonctionnement, la Commission de la CEDEAO a mis en œuvre, depuis septembre 2014, le PSQAO.

A l'issue de sa réunion tenue à Monrovia, au Libéria, le 1er Juin 2017, le Conseil des Ministres Statutaires de la CEDEAO a adopté les textes (Règlement C/REG.10/06/17) portant organisation et fonctionnement des cinq (5) Comités Communautaires parmi lesquels le Comité Communautaire d'Evaluation de la Conformité (ECOCONF) qui s'occupe des questions de certification. C'est suite à cela que la Commission de la CEDEAO a invité chacun des Etats à désigner leurs représentants respectifs dans les différentes structures. Les représentants ainsi désignés ont été ensuite conviés aux réunions constitutives des différentes structures tenues à Abuja au Nigeria, du 06 au 09 novembre 2017. Au cours de ces réunions, les Président et Vice-président de l'ECOCONF ont été élus, à l'instar des autres comités : Kafui KOUASSI du Togo (Francophone, Homme) comme Président et Isatu Binta KAMARA de la Sierra Leone (Anglophone, Femme) comme Vice-Présidente. L'ECOCONF a procédé à la validation de son programme de travail 2017-2018.

Lors de sa première réunion, le 29 janvier 2018, le CCQ dont dépend l'ECOCONF, a validé le programme d'activités 2017-2018 et défini le profil du (de la) Secrétaire de l'ECOCONF à recruter ultérieurement. Ce plan d'actions comprend, entre autres, l'appui à la mise en place du mécanisme de certification au niveau de la CEDEAO. A cet effet, un expert international a été recruté. Il a proposé des projets de documents relatifs à l'opérationnalité du Système de Certification Produits de la CEDEAO. C'est dans ce cadre que l'ECOCONF a pu mettre en œuvre les activités suivantes:

>>>>>

## FOCUS

# LA CEDEAO MET EN PLACE UN SYSTEME REGIONAL DE CERTIFICATION ET LANCE SA MARQUE DE CONFORMITE AUX NORMES



PHOTO DE GROUPE DES PARTICIPANTS ; ASSIS DE G. À. D. ISATU BINTA KAMARA (VP ECOCONF) ET KAFUI K. KOUASSI (PDT ECOCONF)

>>>>>

■ La validation par les experts nationaux des projets de textes relatifs à la mise en place du mécanisme de la certification - produit dans l'espace CEDEAO, avant leur soumission à l'approbation du CCEC;

Nb : en août 2016, le PSQAO a renforcé les capacités d'experts issus d'organismes de certification – produits des Etats membres opérationnels ou en cours de mise en place. Suite à cet atelier, la certification – produits s'est développée dans la région avec déjà six (06) organismes de certification – produits accrédités. Ce sont ces experts qui ont été mobilisés pour valider les projets de documents.

■ La mise en place des sous-comités d'ECOCONF ;

■ L'amendement du règlement intérieur de l'ECOCONF afin de prendre en compte ses trois (03) sous-comités ;

■ L'adoption du règlement intérieur des groupes de travail des sous-comités ;

■ L'adoption des documents relatifs à la mise en place du Système Régional de Certification des Produits de la CEDEAO portant sur :

- les règles générales de gestion de la Marque de certification (EcoQmark);
- les modèles de règles particulières de certification;
- les règles de mandatement des organismes nationaux de certification de produits et de leurs laboratoires d'essais ;
- les termes de référence pour l'élaboration du logotype de la Marque;
- les critères de sélection des produits prioritaires devant bénéficier de la délivrance de la Marque régionale.

Selon M. Bako Illiassou, directeur de l'Agence Nationale de Vérification de Conformité aux Normes du Niger (AVCN), c'était « une réunion très importante pour chacun des pays et pour la sous-région parce que quand on analyse bien ce qui se passe dans cet espace, on constate que le commerce intra-régional est très peu développé. Ainsi, nos attentes par rapport à la Marque communautaire de la CEDEAO est qu'elle arrive à booster considérablement le commerce intra-régional des produits de façon à ce qu'on crée d'une part, la richesse au sein de l'espace et d'autre part, qu'on promeut nos produits au niveau du commerce international. Je pars d'ici très rassuré par rapport aux résultats obtenus au terme de la réunion et nous espérons que très bientôt, cette marque communautaire va produire ses effets au niveau de notre sous-région dans le cadre du commerce intra-régional ».

Aujourd'hui, les acquis ci-dessous ont, entre autres, été enregistrés :

- Les produits prioritaires devant bénéficier de la délivrance de la Marque régionale de conformité aux normes de la CEDEAO ont été sélectionnés
- Les critères de sélection ont été proposés par les experts en certification des produits des Etats membres en atelier régional organisé, les 31 mai et 1er juin 2018, à Cotonou au Bénin. Ces critères ont été adoptés par les membres du Comité Communautaire d'Evaluation de la Conformité de la CEDEAO, les 26 et 27 juillet 2018 à Abuja (Nigéria).
- Les critères adoptés sont :
  - Existence de norme régionale ou de spécifications techniques harmonisées
  - Appartenance à l'un des domaines prioritaires de la CEDEAO (agro-alimentaire, pharmaceutique, bâtiments et ma-

(1) Organisation Ouest Africaine de la Santé

(2) Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

# LA CEDEAO MET EN PLACE UN SYSTEME REGIONAL DE CERTIFICATION ET LANCE SA MARQUE DE CONFORMITE AUX NORMES

## FOCUS

>>>>>

tériaux de construction et automobiles) et tout autre produit à fort impact économique et social

- Présence de laboratoires accrédités ou compétents pour réaliser les essais
- Produit de large consommation par les populations de la région et à fort impact économique et social.
- Produit faisant l'objet d'une problématique sanitaire régionale ou évoquée au niveau de l'OOAS ou le FAO et à fort impact sécuritaire
- Produit appartenant à une chaîne de valeur qui a une valeur ajoutée régionale ou sélectionné dans le cadre du 11ème FED .
- Produits à fort besoin de certification.

### Les listes des produits prioritaires des Etats membres ont été collectées

Tous les Etats membres de la CEDEAO ont transmis leurs listes respectives. Au total, quarante-quatre (44) produits prioritaires ont été proposés suivant les critères de sélection adoptés.

Les produits les plus récurrents sont : la noix de cajou grillée (Burkina Faso, Gambie, Ghana, Guinée Bissau et Sierra Léone), l'eau de boisson (Bénin, Gambie, Niger, Togo), le poisson (Cap Vert, Ghana, Guinée Bissau et Togo), le ciment (Côte d'Ivoire, Mali et Nigéria) et l'huile de palme (Guinée, Libéria, Nigéria et Sierra Léone). Ils constituent donc les cinq (05) premiers produits recommandés à la délivrance de la Marque régionale de conformité aux normes de la CEDEAO.

### Le Programme a permis de mettre en place et d'accréditer quatre (04) services de certification des produits à savoir :

- l'Association Sénégalaise de Normalisation (ASN) - Sénégal, accréditée pour l'eau potable ;
- l'Agence Nationale de Métrologie (ANM) – Bénin, accréditée pour les boissons gazeuses ;
- l'Association Ivoirienne de Normalisation (CODINORM) - Côte d'Ivoire, accréditée pour les câbles électriques ;
- l'Agence Nigérienne de Vérification de la Conformité aux Normes (AVCN) – Niger, accréditée pour la viande séchée (Kilichi).

A ce propos, Abdel ASSOGBA, Directeur des Etudes de l'AVCN disait que « le produit sélectionné pour l'accréditation, à savoir la viande séchée (kilichi), est un produit difficile. Garantir la qualité de la viande et des sous-produits est souvent compliquée. Nous avons choisi le kilichi, produit du pays, dont la renommée est reconnue à l'échelle internationale, mais les gens doutent souvent des compétences des producteurs pour produire et mettre à la disposition des consommateurs un produit sain et sûr. Nous avons choisi le kilichi et nous sommes partis avec le Règlement général de certification du kilichi, le Règlement spécial de certification du kilichi et, aujourd'hui, les producteurs du kilichi peuvent être certains qu'au niveau de la région de la CEDEAO, nous avons un organisme accrédité au niveau international ; cela permet de savoir si le kilichi produit peut aider à conquérir le marché international. Nous sommes un organisme de certification. Ainsi, un produit certifié par un organisme de certification peut facilement conquérir le marché régional et international. À l'AVCN, ce n'est pas par hasard que nous avons choisi le kilichi; au niveau international, il devient un produit concurrentiel. Il y a de nouveaux crédits qui sont donnés à ce produit. Les producteurs n'ont plus besoin de dépenser plusieurs millions de francs CFA pour chercher des organismes de certification ailleurs. Aujourd'hui, et grâce à la CEDEAO, les producteurs disposent désormais

mais d'organismes de certification sur site, à moindre coût, mais avec une réelle qualité ».



ABDEL ASSOGBA, DIRECTEUR DES ETUDES DE AVCN (NIGER) À GAUCHE, INTERROGÉ PAR SERGE D. ZOUEME, EXPERT COMMUNICATION DU PSQAO

(1) Organisation Ouest Africaine de la Santé  
 (2) Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture  
 (3) Fonds Européen de Développement



## FOCUS

# LA CEDEAO MET EN PLACE UN SYSTEME REGIONAL DE CERTIFICATION ET LANCE SA MARQUE DE CONFORMITE AUX NORMES

Dans le domaine de l'inspection pharmaceutique, le PSQAO accompagne actuellement quatre (04) agences nationales de réglementation des médicaments:

- en Gambie : Le Bureau Gambien de Normalisation (TGSB)
- en Sierra Léone : L'Agence Sierra Léonaise des Pharmacies (PBSL)
- au Libéria: l'Autorité Libérienne de Réglementation des Médicaments et Produits de la Santé (LHMRA)
- au Nigéria : l'Agence Nationale d'Administration et de Contrôle des Médicaments et des Aliments (NAFDAC)

### Les activités de promotion ont renforcé le dispositif

Plus d'une centaine d'acteurs clés de la région ont été formés au cours de la période 2016-2018 sur les exigences en matière de compétences, cohérence et impartialité des organismes de certification de produits, processus et services, ainsi que sur les bonnes pratiques d'indépendance, d'objectivité et de confidentialité, qui sont internationalement reconnues.

- Formation aux exigences de la norme ISO/IEC 17065 (Côte d'Ivoire, Mali, Cap Vert): 55 personnes ressources, dont 17 femmes
- Formation des Comités de certification et d'impartialité (Mali, Gambie): 52 personnes ressources, dont 11 femmes
- Voyage d'étude pour deux (02) responsables bissau-guinéens de la certification, dont une femme, auprès de l'organisme sénégalais de normalisation, ASN.

Cette année, 16 personnes ressources du Cap Vert ont été formées à la norme ISO 17065 afin de mieux cerner la thématique de la certification des produits, des processus et des services.

L'Agence Nationale de Normalisation, de Métrologie et du Contrôle Qualité (ANM) a organisé, les 17 au 19 octobre 2018, à Azalaï Hôtel à Cotonou (Bénin), la deuxième édition de la Journée nationale de la Certification au Bénin. Elle s'est déroulée sous l'égide du Ministère de l'Industrie et du Commerce du Bénin et avec l'appui du PSQAO, du Mouvement

Bénois pour la Qualité et d'autres entreprises locales. On a assisté à une série d'activités commémoratives faites de communications, débats, témoignages, stands, expositions et remise de certificats aux entreprises.

Le thème retenu était : « La certification, gage de sécurité pour le consommateur local. Exiger les produits certifiés ». Plusieurs autorités de l'administration publique et privée, des chefs d'entreprises, acteurs de la qualité et associations de consommateurs ont participé activement à l'événement. Le Directeur de cabinet et représentant du ministre de l'Industrie et du Commerce du Bénin, M. Phileas Kpatinvoh, a indiqué que le thème choisi rejoint l'axe prioritaire de la politique du gouvernement en matière de promotion de l'entreprise en général, et de la protection des consommateurs en particulier.

« La qualité n'est plus, aujourd'hui, l'apanage des industries ou des entreprises de haute technologie. Elle concerne tous les domaines de l'économie, que ce soit dans le secteur manufacturier ou celui des services, y compris les professions libérales », a-t-il déclaré. Il a ajouté, par ailleurs, que la certification revêt un caractère hautement prioritaire dans la mesure où, elle conditionne l'accès facile de nos produits aux marchés nationaux et régionaux.

« Elle est l'un des domaines thématiques de la Politique Nationale Qualité du Bénin adoptée par le gouvernement, le 11 juillet 2018 », a-t-il fait savoir, avant de féliciter l'ensemble des parties prenantes, les sponsors et partenaires qui ont permis la tenue de la journée. « Je voudrais inviter les entreprises béninoises, des plus grandes aux plus petites, à adhérer pleinement aux activités de l'ANM et à participer activement à la promotion de la qualité dans notre pays, pour leur propre intérêt, celui des consommateurs et de l'économie nationale », a conclu le représentant du ministre.

Des témoignages et expositions de divers produits et présentation de services ont été également organisés pour rendre visible le génie béninois et les innovations. Plusieurs entreprises ont profité de l'opportunité pour récupérer leurs certificats après avoir introduit auprès de l'ANM leurs demandes de certification pour des produits bien déterminés. C'est ainsi que SCB BOUCLIER a reçu sa certification pour le ciment, la Société des Huileries du Bénin (SHB), la sienne pour l'huile "Vitalor" et enfin certains groupements ont reçu la leur pour les foyers améliorés.

Nous pouvons le constater, les progrès sont importants depuis la dernière publication sur l'état de la question en avril 2016 (Newsletter 3 du PSQAO).

>>>>>

# LA CEDEAO MET EN PLACE UN SYSTEME REGIONAL DE CERTIFICATION ET LANCE SA MARQUE DE CONFORMITE AUX NORMES

## FOCUS

Pour confirmer la pertinence du processus, l'Ambassadeur de l'UE, Ketil Karlsen, représenté par Mme Nadia Cannata, a noté que «... avec la série de normes élaborées par la CEDEAO et le nombre croissant d'entreprises manufacturières dans la région, le temps est venu de s'assurer que les produits dangereux ou non conformes ne peuvent accéder au marché de la CEDEAO et même ne peuvent être exportés de l'Afrique de l'Ouest ». Elle a également relevé que la région n'est pas encore à ce stade, mais a félicité la CEDEAO et l'ONUDI pour les progrès réalisés jusqu'ici en mettant en confiance les consommateurs, les autorités publiques et les fabricants concernant la conformité des produits en Afrique de l'Ouest.

M. Francis Alaneme, représentant le Ministre nigérian de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement, Okechukwu Enelamah, faisant référence à la valeur du programme à mettre en œuvre, confirme : « Ce système régional de certification des produits par la Marque de conformité aux normes de la CEDEAO est l'un des outils qui servira de référence aux consommateurs pour identifier les produits qui répondent aux normes de qualité dans la région ... l'évaluation de la conformité doit être globalement compétitive et doit améliorer le commerce des régions de la CEDEAO », a-t-il dit.

Dans son intervention lors de la réunion de l'ECOCONF tenue à Abuja (Nigéria), les 26 et 27 juillet 2018, Oshione Braimah (Experte de l'Organisation Nigériane de Normes - SON) ajoutait que « ...c'est le début d'un vaste chantier pour l'Afrique de l'Ouest qui doit faire en sorte que seuls les produits et services de qualité sortent de cette région ».

La responsable qualité de SGS-Ghana, Mme Helen Doe-Ashinyo Sarbah (représentante du Ghana) soulignait, quant à elle, qu'« il est important que nous arrivions à un stade où, pour la communauté de la CEDEAO, nous serons en mesure d'harmoniser nos problèmes de Qualité et en même temps, de préparer nos systèmes et nos produits vers la marque d'excellence ».

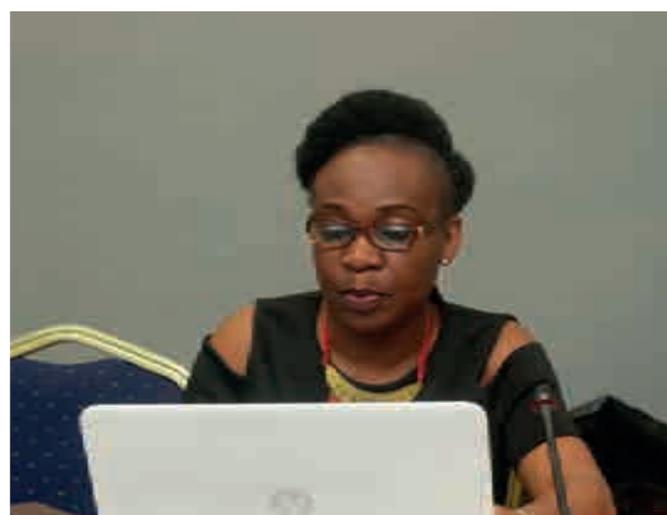
Dans l'interview qui suit, le Président de l'ECOCONF nous en dit plus.



LE PRÉSIDENT D'ECOCONF (CRAVATE ROUGE, AU MILIEU) ENTOURÉ (DE G. À D.) DES REPRÉSENTANTES DU NIGÉRIA, DE LA SIERRA LEONE, DE LA CÔTE D'IVOIRE ET DU GHANA



LE PRÉSIDENT D'ECOCONF PENDANT SON INTERVENTION



MME KOUASSI ASSOVIÉ OLGA, DG BNA, REPRÉSENTANTE CÔTE D'IVOIRE

## FOCUS

### LE POINT AVEC ... DR KOUASSI KAFUI CODJO, PRESIDENT DE L'ECOCONF



DE G. À D. : K. K. KOUASSI ; MARCEL GBAGUIDI (DG SOAC) ; COMMISSAIRE MAMADOU TRAORE, IHOU YA OVI ATTIGBÉ, MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME DU TOGO ; FRANÇOIS KPAKPO 5POINT FICAL PSQAO AU TOGO), ASSA LOLONYO, VP SOAC

#### *PSQAO -Présentez-vous*

- Je suis Dr KOUASSI Kafui Codjo, Maître-Assistant à l'Université de Lomé en charge de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique en Biochimie, Nutrition et Management Qualité. Depuis 2009, j'ai régulièrement offert des prestations de consulting au Programme Qualité UEMOA, Programme Qualité Afrique de l'Ouest et Programme Système Qualité de l'Afrique de l'Ouest, comme Expert en Evaluation de conformité. Et depuis Novembre 2017, j'exerce la fonction de Président du Comité Communautaire d'Evaluation de la Conformité de la CEDEAO (ECOCONF) pour un mandat de 3 ans.

*PSQAO -Vous dirigez donc un des cinq (5) Comités Communautaires de la Qualité. Lors de la première réunion de cette instance à Dakar (Sénégal) le 29 janvier 2018, son programme d'activités 2017-2018 a été validé par le Conseil Communautaire de la Qualité, De quoi s'agit-il précisément?*

Ce programme comporte treize (13) activités, dont une réalisée, huit (08) en cours et quatre (04) non entamées. Concernant l'activité réalisée, il faut noter que M. Koissi MIDAYE, Expert du PSQAO en charge de l'Evaluation de la Conformité, a été désigné pour servir de Secrétaire temporaire d'ECOCONF. Les huit (08) activités en cours sont:

1. Poursuite de l'appui à l'accréditation des OEC sélectionnés par la CEDEAO à vocation régionale (Douze (12) laboratoires d'essais accompagnés par le PSQAO: Quatre (04) laboratoires accrédités / appui en équipements, réactifs et petits consommables /85 techniciens de laboratoire formés) ;
2. Sept (07) Organismes de certification accompagnés: Quatre (04) organismes accrédités ;
3. Quatre (04) organismes d'inspection accompagnés par

## LE POINT AVEC ... DR KOUASSI KAFUI CODJO, PRESIDENT DE L'ECOCONF

# FOCUS

le PSQAO vers la certification ISO 9001/ 174 personnel formés) ;

4. Appui à la participation à des réseaux d'inter-comparaison des laboratoires sélectionnés (Campagnes d'Essai d'aptitude lancées dans le domaine agro-alimentaire : 2-3 octobre 2017 / microbiologie et physico-chimie alimentaire) ;

5. Conception et protection de la Marque de certification de la CEDEAO /Formation du personnel des organismes nationaux de certification mandatés par le Système Régional d'Accréditation (Vingt-trois (23) Experts formés en Certification de Produits (ISO CEI 17065) à Abidjan du 9-10 Juillet 2016, en vue de la mise en place des premiers OC. Réunion Constitutive d'ECOCONF tenue à Abuja, du 7 au 9 novembre avec la mise en place du bureau, l'adoption du règlement intérieur et du plan d'actions 2017-2018) ;

6. Adopter les règles générales de gestion de la Marque Régionale de Conformité aux Normes de la CEDEAO (les projets de documents relatifs à la mise en place du Système régional de certification de la CEDEAO ont été validés par les Experts des Etats membres de la CEDEAO à la réunion régionale tenue à Cotonou (Bénin), du 31 mai au 1er juin 2018. Il s'agit de : Règles générales de la Marque de certification, règles particulières de certification, règles de mandatement, Termes de référence du logotype, critères de sélection des produits prioritaires devant bénéficier de la délivrance de la Marque, visites officielles du président d'ECOCONF) ;

7. Adopter l'architecture pour des règles particulières de gestion de la certification des produits/Adopter l'architecture concernant les règles de mandatement des organismes de certification (11 Avril 2018 à Lomé au Togo : le Président d'ECOCONF a pris part à la visite officielle du Commissaire de la CEDEAO en charge de l'Industrie et de la Promotion du Secteur Privé au Ministre de l'Industrie et du Commerce du Togo. Dans ce cadre, le président d'ECOCONF a visité deux laboratoires appuyés par les programmes Qualité, notamment l'Institut National d'Hygiène et la Clinique Biasa. Du 31 mai au 1er Juin 2018 à Cotonou, Benin: Le Président d'ECOCONF a participé à la réunion sur la certification des produits de la CEDEAO. Il a également pris part à la rencontre du PSQAO avec ses bénéficiaires, tenue en marge de la réunion le 30 mai à Cotonou. Puis, il a assisté à la rencontre avec le Secrétaire Général du Ministère de l'Industrie du Bénin. Enfin, le Président

d'ECOCONF a fait partie de la délégation du SOAC (Système Ouest Africain d'Accréditation) ayant rendu visite au Représentant résident de l'UEMOA (Union Economique Monétaire Ouest-Africain) à Cotonou, Bénin 30 mai 2018.) ;

8. Appui à la mise en place du mécanisme de certification - produit au niveau d'ECOWAQ. Il s'agit des actions d'appuis stratégiques.

### Les quatre (04) activités non encore entamées sont:

1. Assurer la validation technique des dossiers de mandatement des organismes nationaux de certification de produit pour l'attribution de la Marque de Conformité aux Normes Régionales.

2. Harmoniser les méthodes d'analyse dans les domaines prioritaires

3. Appuyer l'élaboration de plans d'affaires des organismes d'évaluation de la conformité sélectionnés

4. Promouvoir la Marque de certification de la CEDEAO

*S'agira-t-il de vulgariser et promouvoir les Marques nationales ou alors d'homologuer des standards régionaux dans le cadre d'un programme communautaire harmonisé?*

C'est une étape essentielle, car la certification produit est faite à partir des normes adoptées et/ou homologuées.

*Par quels secteurs et par quels produits allez-vous commencer ?*

Les secteurs agro-alimentaires, BTP et pharmaceutiques sont très stratégiques et importants pour la protection des consommateurs. Un processus d'identification des produits prioritaires est en cours avec des propositions venant de chaque pays..

*Quel sera le rôle de l'Agence CEDEAO de la Qualité dans ce processus de délivrance de la Marque de certification CEDEAO ?*

Cette agence va intervenir dans le processus de mandatement des OEC devant délivrer la Marque. Elle va également prendre des décisions prudentes pour prévenir ou gérer au besoin les éventuels conflits. ECOCONF rend compte à cette agence. ■

## FOCUS ► LUMIERE SUR...

Deux femmes se distinguent dans le domaine : Mme Olga ASSOVIE KOUASSI, Fondatrice Directrice du BUREAU NORME AUDIT (BNA) & Mme Céline ONI, Directrice générale de NGCL (NECA Global Certification Limited).

Le PSQAO a activement soutenu les institutions publiques et privées de la région en vue de leur accréditation, notamment par la formation aux exigences techniques et organisationnelles des normes ISO/IEC 17065 et ISO/IEC 17021 : aspects juridique et contractuel, organisationnel, sous-traitance/externalisation, compétences, équipement et environnement de travail, conservation des preuves et des enregistrements, confidentialité et transparence, ainsi que de gestion interne.

Six (06) organismes de certification (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Niger et Sénégal) ont été accrédités pour la certification produits, dont un dirigé par une femme, Mme Olga Kouassi, Fondatrice Directrice du Bureau Norme et Audit (BNA) de la Côte d'Ivoire.

Quatre (04) organismes de certification (Côte d'Ivoire, Ghana et Nigéria) ont été accrédités pour la certification de systèmes, dont 2 dirigés par des femmes, Mmes Olga Kouassi et Céline Oni. Elles nous en disent plus sur elles ci-dessous



MME KOUASSI ASSOVIE OLGA, DG BUREAU NORME ET AUDIT, CÔTE D'IVOIRE

### *Pouvez-vous revenir sur votre parcours ?*

**Directrice BNA** - Ingénieur Agronome de Formation, j'étais précédemment responsable qualité au PPDEA (Projet banque mondiale/ ACIDI) et Directrice Adjointe du bureau Afrique Occidentale et Centrale de EBAS (Programme UE/ACP). Depuis 2002, je suis experte en Management de la Qualité et je totalise à ce jour 19 années d'expériences dans ce domaine.

Je suis la première femme certifiée auditeur ISO 9001 en Côte d'Ivoire et la première consultante ayant conduit avec succès une entreprise ivoirienne à la certification ISO 22000, aussi la première coopérative à obtenir la certification EUREGAP/GLOBALG.A.P. Auditrice ISO 9001/ ISO 22000/ GLOBALGAP et UTZ ; formatrice interne et « Scheme Manager » GLOBALG.A.P, experte Qualité UEMOA, ONUDI et COLEACP à travers les programmes (PIP 1 et 2, EDES, PAEPARD et Fit for Market). Diplômée de MDE Business School Abidjan/ IESE Barcelone en "Program for Management Development" (PMD), Présidente de la Promotion PMD 2012 et Membre du Bureau Exécutif des Alumnis.

**DG NGCL** - Céline Oni est directrice, formation et développement, de l'Association Consultative des Employeurs du Nigéria (NECA). Elle est également directrice générale de NGCL (NECA Global Certification Ltd), le premier organisme de certification local accrédité au niveau international au Nigéria. Céline a plus de 20 ans d'expériences dans les domaines du conseil aux entreprises, de la stratégie, de la gestion des ressources humaines, du leadership, des relations de travail et de l'emploi, de la communication et de l'entrepreneuriat. Son rôle à NECA a permis d'approfondir son expertise dans le déploiement des solutions de formations variées pour des organisations de tous les secteurs de l'économie nigérienne.

>>>>>

## LUMIERE SUR... ◀

## FOCUS

Deux femmes se distinguent dans le domaine :  
Mme Olga ASSOVIÉ KOUASSI, Fondatrice Directrice du BUREAU  
NORME AUDIT (BNA) & Mme Céline ONI, Directrice générale de  
NGCL (NECA Global Certification Limited).



MME CÉLINE ONI, DIRECTRICE GÉNÉRALE DE NGCL,  
NIGÉRIA

Céline Oni représente NECA au sein du Conseil d'Administration du Fonds de formation industrielle, de la Banque de micro-finance NNEW et des Conseils d'Administration d'autres agences gouvernementales, d'organismes paraétatiques, de départements et de comités. Travaillant en collaboration avec l'ONUDI, elle fait partie du groupe de travail mixte chargé de promouvoir l'Infrastructure qualité et la normalisation au Nigéria. Elle est auditrice principale certifiée et « implémenter » du Système de Gestion de la Qualité (ISO 9001:2015), du Système

de Gestion de l'Environnement (ISO 14001:2015) et du Système de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Denrées Alimentaires (ISO 22000). Elle est formatrice auprès de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et facilitatrice agréée de ETDP SETA, Afrique du Sud. Elle a eu une vaste expérience des programmes de formation et des conférences aux niveaux national et international. Céline est une mère qui travaille, stratège et décideur.

*Présentez-nous votre organisme et ses champs d'intervention ?*

**Directrice BNA** - Bureau Norme Audit (BNA) est une société à capital ivoirien créée depuis 2006 ayant pour objet la formation, les audits et les études en management de la qualité.

Jusqu'en 2014, nous avons formé et accompagné plusieurs entreprises ivoiriennes et internationales dans le domaine de la qualité, notamment sur les normes ISO 9001, ISO22000, ISO 14001, GLOBALG.A.P et d'autres normes de la sécurité alimentaire telles que : IFS, BRC, HACCP...

Depuis février 2014, nous sommes devenus un organisme de certification avec l'obtention de l'accréditation ISO 17065 :2012 pour la certification des produits agricoles. En juin 2017, BNA a obtenu une deuxième accréditation à savoir l'ISO 17021 :2015 pour la certification des Systèmes de Management de la Qualité ISO 9001 (2015) et ISO 22000 (2005).

Ces deux accréditations ont été décernées par le DAKKS (Organisme officiel d'accréditation Allemand). Bureau Norme Audit est aujourd'hui le premier organisme de certification accrédité au niveau de la Côte d'Ivoire, mais également au niveau de la région subsaharienne francophone.

**DG NGCL** -NGCL (NECA Global Certification Limited) est le premier organisme de certification local accrédité au niveau international au Nigéria. La NGCL est accréditée pour accorder la certification aux Systèmes de Gestion de la Qualité ISO 9001:2015 aux niveaux local et international. Cette accréditation est conforme à la norme ISO / CEI 17021 du Conseil Egyptien d'Accréditation (EGAC), membre du Forum International sur l'Accréditation (IAF). La NGCL est membre de l'Arrangement de Reconnaissance Multilatérale (ARM) de l'IAF. Les auditeurs de NGCL ont été évalués et approuvés par l'EGAC comme possédant les qualifications, les compétences et la profondeur d'expérience pour auditer et apporter une valeur ajoutée à l'organisation.

>>>>



## FOCUS ► LUMIERE SUR...

Deux femmes se distinguent dans le domaine :  
Olga ASSOVIÉ KOUASSI, Fondatrice Directrice du BUREAU  
NORME AUDIT (BNA) & Mme Céline ONI, Directrice générale  
de NGCL (NECA Global Certification Limited).

La NGCL est prête à promouvoir la qualité, à améliorer la compétitivité des entreprises et à faire progresser la croissance économique grâce à la certification et à la formation. En tant qu'organisme de certification, la NGCL fournit des services qui permettent une amélioration continue, accélèrent la réalisation des objectifs de l'entreprise et garantissent ainsi la satisfaction des clients.

La NGCL est un produit et un exemple de réussite de l'ONUDI, qui a mis en œuvre le projet national d'Infrastructure qualité (NQIP) au Nigéria. Au fil des ans, les entreprises nigérianes ont eu un accès limité à l'Infrastructure qualité, ce qui a limité la compétitivité de leurs produits et services à l'échelle mondiale. L'Union européenne (UE), ayant identifié cette lacune et collaboré avec le gouvernement fédéral du Nigéria, a approuvé le Projet National d'Infrastructure qualité (NQIP) pour le Nigéria en 2014. Ce programme a été mis en œuvre afin de mettre en place dans le pays une Infrastructure qualité reconnue à l'échelle internationale qui assure la sécurité, l'intégrité et la qualité marchande des biens et services, ainsi que la suppression des obstacles techniques au commerce local, régional et international. Le projet a été financé par l'UE et mis en œuvre par l'ONUDI.

Dans le cadre du NQIP, les capacités des secteurs privés organisés et public ont été renforcées sur les normes de qualité, les systèmes de gestion de la qualité, la métrologie et la certification. En sa qualité de partie prenante du secteur privé organisé du Nigéria, la NECA a soutenu la création de la NGCL (NECA Global Certification Limited) en tant qu'organisme de certification local. Conformément aux objectifs du NQIP et avec l'appui technique de l'ONUDI, la NGCL a mené à bien le processus d'accréditation internationale.

La NGCL bénéficie de la coopération et du formidable soutien de l'EGAC pour toutes ses activités de certification. Fort de ses collaborations mondiales, de son réseau et de sa compréhension approfondie des besoins de l'entreprise, la NGCL a déjà un impact sur le paysage de la qualité au Nigéria et élimine les obstacles techniques au commerce.

*Selon vous, qu'est-ce qui peut amener un client à choisir votre organisme et pas vos concurrents présents dans la région et à l'étranger ?*

**Directrice BNA** - Aujourd'hui, nous sommes le premier et seul organisme de certification local doublement accrédité ISO 17065 et ISO 17021. BNA a une expérience à faire partager. Ainsi, nous sommes caractérisés par trois (03) piliers essentiels : la compétence, la disponibilité et les coûts

- Compétence dans nos différents champs d'intervention, car nous nous assurons de respecter les normes de nos différentes accréditations.

- Disponible pour nos clients et tous nos acteurs intervenant dans le processus au niveau local pour faciliter le travail et offrir un excellent rendu.

- Nos coûts sont accessibles à tous, car nous avons pour ambition de valoriser les Petites et Moyennes Entreprises (PME) en leur permettant d'avoir accès à la certification.

Nous mettons surtout un accent primordial sur le rendement du travail dans le respect de l'éthique.

A ce jour, nous avons effectué des certifications en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Mali et au Sénégal. Notre champ d'actions couvre toute la région ouest-africaine et centrale.

**DG NGCL** - La société NGCL, par l'intermédiaire de sa société mère (NECA), influence et soutient le développement des entreprises au Nigéria depuis plus de 60 ans ; ce qui lui confère une perspective et un avantage uniques en matière de prestation de services qui amélioreront la compétitivité des entreprises, auront une incidence sur le paysage de l'Infrastructure qualité au Nigéria et briseront les obstacles au commerce mondial. L'accréditation de la NGCL est également venue à un moment où le gouvernement s'intéresse principalement à la diversification du secteur pétrolier et à la promotion des exportations des autres secteurs. De plus, la NGCL a une approche de « valeur ajoutée » pour fournir des services à ses clients. Pour ce faire, elle dispose d'un pool d'auditeurs qualifiés, compétents et très expérimentés, capables de travailler dans des environnements et des cultures variés. Fort de ses collaborations mondiales, de son réseau et de sa compréhension approfondie des besoins de l'entreprise, la NGCL fera la différence dans votre entreprise.

*Quels sont vos challenges en tant que femme et organisme de certification en Afrique de l'Ouest ?*

**Directrice BNA** - En tant que femme, mon challenge est de concilier la vie familiale et professionnelle. Bureau Norme Audit (BNA) se lance le défi de contribuer de manière significative au développement de la certification en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale en offrant des certifications de proximité adaptées au contexte des filières. Nous contribuons à faciliter l'accès à la certification pour les petits producteurs et hisser les PME africaines au niveau des standards internationaux de qualité.

**DG NGCL** - Parmi ces défis, figurent les stéréotypes portant sur le genre, les rôles multiples des femmes, la conciliation travail-vie personnelle et la faible représentativité dans la gouvernance. ■

# RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION CEDEAO-UE-ONU DI :

le Commissaire Mamadou TRAORE à Bruxelles puis à Vienne

## ACTIVITÉS DES PARTENAIRES



LE COMMISSAIRE ET SA DÉLÉGATION ACCUEILLIS À L'ONU DI

Une délégation de la CEDEAO dirigée par le Commissaire Mamadou TRAORE, accompagné de Kemjika AJUOKU, Chargé Principal de Programme du département IPSP et de M. Aka Jean Joseph KOUASSI, Conseiller Technique Principal du PSQAO, s'est rendue au siège de l'ONU DI et à son bureau de liaison à Bruxelles pour discuter de coopération, d'initiatives ainsi que du renforcement des partenariats avec les décideurs de la Commission européenne.

La visite était organisée dans le cadre du programme qualité de la CEDEAO (PSQAO) mis en œuvre par l'ONU DI avec des fonds de l'Union européenne, et avec comme finalité la mise en place d'une Infrastructure qualité régionale dans les domaines de la normalisation, de l'accréditation, de l'évaluation de la conformité, de la métrologie et de la promotion de la qualité.

L'ONU DI et la CEDEAO ont notamment discuté de la coopération et de l'appui à la mise en œuvre de la stratégie 2015-2020 de la Politique Industrielle Commune de l'Afrique de l'Ouest (WACIP), qui vise à accélérer l'industrialisation de la région grâce à la promotion de quatre (04) secteurs prioritaires régionaux: l'agro-industrie et l'agroalimentaire, l'industrie pharmaceutique, la construction, l'automobile et les machines.

Le Commissaire Traoré a exprimé un vif intérêt pour plusieurs domaines de compétences de l'ONU DI, en particulier la nouvelle approche en matière de modernisation, la mise en place de centres techniques régionaux et l'appui aux parcs industriels, aux zones économiques spéciales et aux grappes d'entreprises - avec un accent particulier sur l'emploi des jeunes, la protection et l'autonomisation des femmes.

La visite de la délégation à Bruxelles lui a permis d'approfondir sa compréhension du modèle de développement européen actuel et d'apprendre les meilleures pratiques des principaux acteurs des Infrastructures qualité. La délégation a échangé des informations sur le Système Régional de Qualité de la CEDEAO avec les décideurs politiques et les décideurs de la Commission européenne et du secrétariat Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP).

Des réunions ont également été organisées avec des entités responsables de la normalisation et de l'accréditation, notamment le Comité européen de normalisation et le Comité européen de normalisation électrotechnique (CEN-CENELEC) et l'organisme belge d'accréditation (BELAC).

M. Traoré a également présenté la stratégie industrielle de la CEDEAO à la communauté diplomatique de Vienne lors d'un événement consacré à la troisième Décennie du Développement Industriel de l'Afrique 2016-2025 (DDIA 3). Le point culminant de la mission a été une visite à l'Institut Fraunhofer Industry4.0 à Vienne, où la délégation a pu se familiariser avec des solutions intelligentes, futuristes et innovantes pour l'automatisation et la robotisation. « Les résultats des différentes réunions tenues vont être exploités en programmes et projets significatifs qui bénéficieront au développement de la région de la CEDEAO en général. Cela permettra de renforcer nos relations privilégiées et de bien soutenir la CEDEAO dans les futurs domaines de coopération. Il constitue également une bonne base pour le Programme de Compétitivité pour l'Afrique de l'Ouest (WACP) qui vient de commencer », a déclaré M. Traoré à la fin de la mission. ■



SÉANCE DE TRAVAIL

# ACTIVITÉS DES PARTENAIRES

## LE SOAC INTÈGRE À L'ILAC

comme membre affilié, adhère intégralement à l'AFRAC et mène ses premiers audits

L'affiliation à l'ILAC est la reconnaissance de la volonté du SOAC de fournir des services d'accréditation conformément aux normes internationales pertinentes (notamment les guides et normes ISO/CEI) ainsi qu'aux politiques de l'ILAC relatives à l'accréditation des organismes et laboratoires d'inspection.

L'adhésion en tant que membre à part entière de l'AFRAC est la reconnaissance que le SOAC a été désigné comme organisme d'accréditation des huit (08) États membres en Afrique de l'Ouest. En outre, le SOAC s'engage à fonctionner conformément aux normes internationales (notamment les guides et normes ISO/CEI), les documents internationaux pertinents (les politiques ILAC ainsi que les politiques du Forum International d'Accréditation (IAF) relatives à l'accréditation des organismes de certification) et les exigences de AFRAC.

La pleine adhésion du SOAC à l'AFRAC présente divers avantages. Elle autorise notamment le SOAC à participer aux réunions stratégiques de l'AFRAC avec les droits de vote nécessaires. Le prochain défi pour le SOAC sera la délivrance des premiers certificats d'accréditation ainsi que la préparation de l'acceptation internationale de ces certificats. Ce résultat du SOAC renforce le Système Régional d'Accréditation de la CE-DEAO (ECORAS).

En effet, il faut rappeler que l'ECORAS a, jusqu'à présent, enregistré trois organismes d'accréditation: GhanaNAS du Ghana, NiNAS du Nigéria et SOAC pour les pays de l'UEMOA.



DE G. À D. : DG DU SOAC ; ABOUBACRY BARO, PCA DU SOAC ; A. E. AKA, MINISTRE DE LA SANTÉ ET DE LA HYGIÈNE PUBLIQUE, CÔTE D'IVOIRE. DOUDOU BRIDJI, RESPONSABLE QUALITÉ DU LNSP, CÔTE D'IVOIRE

Le NiNAS a été accepté comme membre à part entière de l'AFRAC en mai 2018 et membre associé de l'ILAC en juin 2018. Aussi, l'ECORAS a été accepté comme membre intégrant de l'AFRAC en avril 2018. L'ECORAS consolide ainsi sa reconnaissance internationale au profit des Organismes d'évaluation de la conformité ouest-africains. ■



DE G. À D. : KOBENAN MOUGO, DIRECTEUR DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE, CÔTE D'IVOIRE ; PCA DU SOAC ; SOULEYMANE DIARRASSOUBA, MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE LA PROMOTION DES PME ; DG DU SOAC ; TIDIANE BOYE, REPRÉSENTANT RÉSIDENT DE L'ONUDI EN CÔTE D'IVOIRE

► **QUATRE (04) PRODUITS PRIORITAIRES** ONT ÉTÉ PROPOSÉS PAR LES PAYS MEMBRES DE LA CEDEAO POUR BÉNÉFICIER DE LA DÉLIVRANCE DE LA MARQUE RÉGIONALE DE CONFORMITÉ AUX NORMES DE LA CEDEAO

## ► LE SAVIEZ-VOUS ?

PAYS		PRODUITS PROPOSÉS		PAYS		PRODUITS PROPOSÉS	
1	Benin	Produit 1	Ananas	11	Niger	Produit 1	Kilichi (viande séchée)
		Produit 2	Eau et Boissons gazeuses			Produit 2	Oignon
		Produit 3	Le manioc et ses dérivés			Produit 3	Sésame
		Produit 4	L'anacarde (Noix de cajou)			Produit 4	Eau minérale
2	Burkina Faso	Produit 1	Sésame	12	Nigéria	Produit 1	Huile de palme
		Produit 2	Anacarde (Noix de cajou)			Produit 2	Beurre de karité
		Produit 3	Beurre de Karité			Produit 3	Igname
		Produit 4	Mangue			Produit 4	Gingembre et ses dérivés
		Produit 5	Tomate			Produit 5	Haricot et ses dérivés
3	Cape Verde	Produit 1	Poissons congelés			Produit 6	Tomates
		Produit 2	Filet de poisson surgelé			Produit 7	Patates
		Produit 3	Vin			Produit 8	Arachides
		Produit 4	Fromage frais et salé			Produit 9	Vasoprine
4	Cote D'Ivoire	Produit 1	Câbles électriques			Produit 10	Paracétamol
		Produit 2	Ciment			Produit 11	Tuiles de toiture
		Produit 3	Produits cosmétiques			Produit 12	Ciment
		Produit 4	Peinture			Produit 13	Carreaux
5	Gambie	Produit 1	Eau potable en sachet			Produit 14	Clou
		Produit 2	Ciment			Produit 15	Fils de fer
		Produit 3	Câbles électriques			Produit 16	Portes
		Produit 4	Noix comestibles			Produit 17	Voitures
6	Ghana	Produit 1	Poisson frais / congelé			Produit 18	Motocyclettes
		Produit 2	Boîte de conserve (poisson)	13	Sénégal	Produit 1	Sel iodé
		Produit 3	Maïs			Produit 2	Ciments
		Produit 4	Noix de cajou grillées			Produit 3	Eau en sachet filtrée purifiée
7	Guinée Bissau	Produit 1	Noix de cajou et dérivés			Produit 4	Câbles
		Produit 2	Mangues et dérivés	14	Sierra Leone	Produit 1	Farine de manioc
		Produit 3	Poisson et produits halieutiques			Produit 2	Huile de palme rouge
		Produit 4	Riz			Produit 3	Noix de cajou grillée
8	Guinée Conakry	Produit 1	Riz			Produit 4	Gari
		Produit 2	Maïs	15	Togo	Produit 1	Eau minérale
		Produit 3	Huile de palme			Produit 2	Eau minérale conditionnée
		Produit 4	Poisson			Produit 3	Poisson surgelé
9	Liberia	Produit 1	Huile de palme			Produit 4	Poisson fumé
						Produit 5	Farine de blé fortifiée
10	Mali	Produit 1	Mangue			Produit 6	Sel enrichi
		Produit 2	Karité				
		Produit 3	Ciment et Fer à Béton				
		Produit 4	Huile alimentaire				

## ► LE SAVIEZ-VOUS ?

► **SEPT (07) CRITÈRES** ONT ÉTÉ DÉFINIS POUR SÉLECTIONNER LES CINQ (5) PRODUITS PRIORITAIRES DEVANT BÉNÉFICIER D'UNE DÉLIVRANCE DE LA MARQUE RÉGIONALE DE CONFORMITÉ AUX NORMES DE LA CEDEAO

A. CRITERES EN TERMES DE CONTRAINTES DONT LES PAYS DOIVENT TENIR COMPTE POUR ENVOYER LEURS LISTES DE PRODUITS PRIORITAIRES	Produit 1 : .....	Produit 2 : .....	Produit 3 : .....	Produit 4 : .....
1. Existence de norme régionale ou de spécifications techniques harmonisées				
2. Appartenance à l'un des domaines prioritaires de la CEDEAO (agro-alimentaire, pharmaceutique, bâtiments et matériaux de construction et automobiles) et tout autre produit à fort impact économique et social				
3. Présence de laboratoires accrédités ou compétents pour réaliser les essais				
B. CRITERES A UTILISER PAR LE SECRETARIAT ECOCONF				
N° Critères				
4. Produit de large consommation par les populations de la région et à fort impact économique et social.				
5. Produit faisant l'objet d'une problématique sanitaire régionale ou évoquée au niveau de l'OOAS ou le FAO et à fort impact sécuritaire				
6. Produit appartenant à une chaîne de valeur qui a une valeur ajoutée régionale ou sélectionné dans le cadre du 11ème FED .				
7. Produits à fort besoin de certification.				

### ► LE CLASSEMENT DES CINQ (05) PRODUITS PRIORITAIRES

PROPOSÉS PAR LES ETATS MEMBRES SE PRÉSENTE COMME SUIT :

RANG	PRODUITS
1 <sup>er</sup>	Eau de boisson (minérale / potable)
2 <sup>ème</sup>	Anacarde (Noix de cajou grillée)
3 <sup>ème</sup>	Huile de palme
4 <sup>ème</sup>	Ciment
5 <sup>ème</sup>	Poisson (congelé, surgelé, etc.)

L'eau de boisson, l'anacarde, l'huile de palme, le ciment et le poisson sont donc recommandés à la délivrance de la Marque régionale de conformité aux normes de la CEDEAO.

<sup>4</sup>Grille de pondération : Elevé (3 points), Moyen (2 points), Faible (1 point)- Critère de décision : Un produit est sélectionné s'il obtient une note totale supérieure ou égale à 80%.

<sup>5</sup> Organisation Ouest Africaine de la Santé - <sup>6</sup> Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture - <sup>7</sup> Fonds Européen de Développement



Union européenne



PROGRAMME POUR LA MISE EN PLACE DU SYSTÈME QUALITÉ DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (PSQAO)  
APPUI À LA MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE QUALITÉ DE LA CEDEAO (ECOQUAL)  
FINANCÉ PAR L'UNION EUROPÉENNE ET MIS EN OEUVRE PAR L'ONUDI

NOVEMBRE 2018

## AFRIQUE DE L'OUEST

DE GRANDES AVANCÉES EN MATIÈRE  
DE CERTIFICATION DE PRODUITS

### 4 ORGANISMES DE CERTIFICATION DE PRODUITS

de la région viennent d'obtenir la reconnaissance internationale de leur compétence à travers leur accréditation à la norme ISO CEI 17065 v2012 par ACCREDIA, l'organisme italien d'accréditation.



L'Agence de Normalisation, de Métrologie et du Contrôle de la Qualité (ANM)

Bénin, accréditée dans le domaine des boissons gazeuses.



CODINORM, Côte d'Ivoire, accrédité dans le domaine des fils et câbles électriques.



L'Association Sénégalaise de Normalisation (ASN),  
Sénégal, accréditée dans le domaine de l'eau potable.



Agence Nationale de Vérification de Conformité aux Normes (AVCN)  
l'AVCN a été accrédité pour certifier la conformité de la viande séchée « kilishi »



AVCN



Ce résultat a été obtenu dans le cadre du PSQAO. Avec le Bureau Norme Audit de la Côte d'Ivoire accrédité ISO CEI 17065 (par DAKKS, l'organisme allemand d'accréditation) pour certifier les productions agricoles suivant le Global GAP et la GHANA STANDARDS AUTHORITY du Ghana, également accrédité ISO CEI 17065 par DAKKS, (Noix de cajou tonifiées, Chocolat, Eau potable embouteillée, Eau minérale embouteillée, Jus de Fruit, Gin, Whisky, Conserves de thon), ces organismes forment les six (6) premiers organismes de certification de produits accrédités selon la norme ISO CEI 17065 en Afrique de l'Ouest.

Avec cette réalisation, la CEDEAO dispose maintenant des premières compétences régionales reconnues internationalement pour évaluer la conformité des produits échangés sur son marché.

En effet, les organismes accrédités pour la certification des produits sont l'un des piliers du système régional de certification des produits de la CEDEAO.

## LE SAVIEZ-VOUS ?

PROCESSUS DE MANDATEMENT  
DES ORGANISMES NATIONAUX DE  
CERTIFICATION EN VUE DE LA  
DÉLIVRANCE DE LA MARQUE DE  
CONFORMITÉ AUX NORMES DE  
LA CEDEAO (ECOQMARK)

## CERTIFICAT D'ACCRÉDITATION Accreditation Certificate

ENREGISTREMENT N. **283B RÉV. 00**  
ACCREDITATION N.

DÉLIVRÉ PAR **DIPARTIMENTO CERTIFICAZIONE E ISPEZIONE**  
ISSUED BY

ON DÉCLARE QUE  
WE DECLARE THAT

**Agence Nationale de Vérification  
de Conformité aux Normes**

SIÈGE/HEADQUARTER:  
• 917 - Niamey - Niger

SATISFAIT AUX EXIGENCES **EN/ISO/IEC 17065:2012**  
DE LA NORME

MEETS THE REQUIREMENTS **EN/ISO/IEC 17065:2012**  
OF THE STANDARD

COMME ORGANISME DE **Certification de produits/services**  
*(comme énoncé dans les annexes du présent certificat)*  
AS BODY FOR THE **Certification of products/services**  
*(as stated in the Enclosures to this Certificate)*

Date de 1<sup>re</sup> émission  
1<sup>st</sup> issue date  
**28-05-2018**

Date d'expiration  
Expiry date  
**27-05-2022**

  
Dott. Emanuele Riva  
Le Directeur du Département  
The Department Director

  
Dott. Filippo Trifiletti  
Le Directeur Général  
The General Director

  
Ing. Giuseppe Rossi  
Le Président  
The President

Le présent certificat ne doit pas être retenu valable s'il n'est pas accompagné des relatives annexes et il peut être suspendu ou révoqué à n'importe quel moment en cas de non-conformité constatée par ACCREDITIA. La validité de l'accréditation peut être vérifiée sur le site WEB ([www.accredia.it](http://www.accredia.it)) ou en demandant directement au département compétent.  
This Certificate is not valid without the relative Enclosures and can be suspended or withdrawn at any time in the event of non fulfillment as ascertained by ACCREDITIA. Confirmation of the validity of accreditation can be verify on website ([www.accredia.it](http://www.accredia.it)) or by contacting the relevant Department.

Pag. 1 di 1

**ACCREDITIA**



# LE PSQAO EN BREF

Programme Système Qualité de l'Afrique de l'Ouest

Appui à la mise en oeuvre de la Politique Qualité de la CEDEAO

## BAILLEUR

Union européenne

## FINANCEMENT

12 000 000 EUR

## BENEFICIAIRES

**Au niveau régional**

UEMOA, CEDEAO

**Au niveau national**

Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone; Togo et Mauritanie.

## AGENCE D'EXECUTION

ONUDI

## THEMATIQUES

Infrastructure qualité : Définition de Politiques Qualité, Accréditation, Métrologie, Normalisation, Evaluation de la Conformité, Promotion de la Qualité



## CONTACTS

**Aka Jean Joseph KOUASSI**

Conseiller Technique Principal (CTP),  
Programme Système Qualité  
de l'Afrique de l'Ouest (PSQAO), ONUDI

**[a.kouassi@unido.org](mailto:a.kouassi@unido.org)**

ECOWAS Building River Mall & Plaza,  
Central Area, Abuja FCT NIGERIA

Facebook : [www.facebook.com/psqao.waqsp/](https://www.facebook.com/psqao.waqsp/)

Twitter : [Waqsp\\_Psqao](https://twitter.com/Waqsp_Psqao)

Website : [www.waqsp.org](http://www.waqsp.org)

[contact.psqao@waqsp.org](mailto:contact.psqao@waqsp.org):

Tél : +234 818 88 22 325

